

GROUPE



Titres négociables à moyen terme (Negotiable European Medium Term Notes - NEU MTN)¹

Programme non garanti

DOCUMENTATION FINANCIERE (DF)	
Nom du programme	Caisse des dépôts et consignations, NEU MTN
Nom de l'émetteur	Caisse des dépôts et consignations
Type de programme	NEU MTN
Plafond du programme (en euro)	1.500.000.000 d'euros
Garant	Sans objet
Notation du programme	Noté par : Fitch Ratings Limited Moody's France S.A.S. Standard & Poor's Global Ratings Europe Limited
Arrangeur	Caisse des dépôts et consignations
Conseil(s) à l'introduction	Sans objet
Conseil(s) juridique(s)	Sans objet
Agent(s) domiciliataire(s)	BNP Paribas Securities Services
Agent(s) placeur(s)	Caisse des dépôts et consignations
Date de signature de la documentation financière	1 ^{er} juillet 2019
Mise à jour par avenant	Sans objet

Documentation établie en application des articles L 213-0-1 à L 213-4-1 du Code monétaire et financier

Un exemplaire de la présente documentation est adressé à :

BANQUE DE FRANCE
Direction générale de la stabilité financière et des opérations (DGSO)
Direction de la mise en œuvre de la politique monétaire (DMPM)
21-1134 Service des Titres de Créances Négociables (STCN)
39, rue Croix des Petits Champs
75049 PARIS CEDEX 01

La Banque de France invite le lecteur à prendre connaissance des conditions générales d'utilisation des informations relatives aux titres de créances négociables :

<https://www.banque-france.fr/politique-monetaire/surveillance-et-developpement-des-financements-de-marche-marche-neu-cp-neu-mtn/le-marche-des-titres-negociables-court-et-moyen-terme-neu-cp-neu-mtn>

¹ Dénomination commerciale des titres définis à l'article D.213-1 du Code monétaire et financier

1. DESCRIPTION DU PROGRAMME D'EMISSION		
Articles D. 213-9, 1° et D. 213-11 du Code monétaire et financier et article 6 de l'Arrêté du 30 mai 2016 et les réglementations postérieures		
1.1	Nom du programme	Caisse des dépôts et consignations, NEU MTN.
1.2	Type de programme	NEU MTN (le « Programme »).
1.3	Dénomination sociale de l'Émetteur	Caisse des dépôts et consignations (l'« Émetteur » ou la « Caisse des Dépôts »).
1.4	Type d'émetteur	L'Émetteur est un établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816. Il est régi par les articles L.518-2 et suivants et R.518-1 et suivants du Code monétaire et financier.
1.5	Objet du programme	Optionnel*.
1.6	Plafond du programme (en Euro)	Le plafond de l'ensemble des NEU MTN émis dans le cadre du Programme est d'un milliard cinq cent millions d'euros (1.500.000.000 €) (en ce compris les NEU MTN pour lesquels la contre-valeur en euro de leur montant en toute autre devise autorisée aura été calculée par l'Émetteur au moment de leur date d'émission).
1.7	Forme des titres	Les NEU MTN sont des titres de créances négociables émis au porteur et sont inscrits en compte auprès d'intermédiaires autorisés conformément à la législation et à la réglementation française en vigueur.
1.8	Rémunération	<p>La rémunération des NEU MTN sera libre.</p> <p>Cependant, l'Émetteur s'engage à informer la Banque de France lorsque la rémunération est liée à un indice ou varie en application d'une clause d'indexation qui ne porte pas sur un taux usuel du marché interbancaire, monétaire ou obligataire.</p> <p>Le Programme permet également l'émission de NEU MTN dont la rémunération peut être fonction d'une formule d'indexation ne garantissant pas le remboursement du capital à leur échéance.</p> <p>En aucun cas le Programme ne permet une indexation liée à un évènement de crédit. La confirmation de l'Émetteur décrivant les caractéristiques des titres relative à une telle émission, mentionnera explicitement la formule de remboursement et la fraction du capital garanti.</p> <p>Dans le cas d'une émission comportant une option de remboursement anticipé, de prorogation ou de rachat, les conditions de rémunération des NEU MTN seront fixées à l'occasion de l'émission initiale et ne pourront pas être modifiées ultérieurement, notamment à l'occasion de l'exercice de l'option de remboursement anticipé, de prorogation ou de rachat.</p> <p>L'Émetteur se réserve la possibilité de procéder à des émissions de NEU MTN pour lesquelles la totalité du capital n'est pas garanti. La confirmation de l'Émetteur relative à une telle émission mentionnera expressément la formule de rémunération, d'indexation et de remboursement ainsi que la fraction du capital garantie.</p>

* Optionnel : information pouvant ne pas être fournie par l'émetteur car la réglementation française ne l'impose pas.

1.9	Devises d'émission	<p>Les NEU MTN pourront être émis par l'Émetteur dans le cadre du Programme en euro ou toute autre devise.</p> <p>Les NEU MTN seront émis en euros, livres sterling, francs suisses, dollars américains, yens, dollars canadiens, dollars australiens, couronnes danoises, couronnes norvégiennes, couronnes suédoises, couronnes tchèque, dollars néo-zélandais, zloty et en dollars de Singapour ou toute autre devise autorisée par la réglementation applicable au moment de l'émission.</p>
1.10	Maturité	<p>L'échéance des NEU MTN sera fixée conformément à la législation et à la réglementation française, ce qui implique qu'à la date des présentes la durée des émissions des NEU MTN doit être supérieure à 1 an (365 jours ou 366 jours les années bissextiles).</p> <p>Remboursement anticipé</p> <p>Les NEU MTN peuvent être remboursés avant maturité conformément aux lois et réglementations applicables en France.</p> <p>Prorogation des NEU MTN</p> <p>Les NEU MTN émis dans le cadre du Programme pourront comporter une ou plusieurs options de prorogation de l'échéance (au gré de l'Émetteur, ou du détenteur, ou en fonction d'un (ou plusieurs) évènement(s) indépendant(s) de l'Émetteur et/ou du détenteur).</p> <p>Rachat</p> <p>Les NEU MTN émis dans le cadre du Programme pourront aussi comporter une ou plusieurs options de rachat par l'Émetteur (au gré de l'Émetteur, ou du détenteur, ou en fonction d'un (ou plusieurs) évènement(s) indépendant(s) de l'Émetteur et/ou du détenteur).</p> <p>L'Émetteur se réserve la possibilité de racheter les NEU MTN émis par lui, en vue de les annuler ou non, et en informera la Banque de France.</p> <p>Général</p> <p>L'option de remboursement anticipé, de prorogation ou de rachat de NEU MTN, s'il y a lieu, devra être spécifiée explicitement dans le formulaire de confirmation de toute émission concernée.</p> <p>En tout état de cause, la durée de tout NEU MTN assortie d'une ou de plusieurs de ces clauses, sera toujours, toutes options de remboursement anticipé, de prorogation ou rachat comprises, conforme à la réglementation en vigueur au moment de l'émission dudit NEU MTN.</p>
1.11	Montant unitaire minimal des émissions	<p>Les NEU MTN auront un montant unitaire minimal au moins égal à cent cinquante mille euros (150.000 €) (ou la contrevaletur de ce montant en toute autre devise déterminée par l'Émetteur au moment de l'émission).</p>
1.12	Dénomination minimale des Titres de	<p>En vertu de la réglementation, le montant minimum légal des NEU MTN émis dans le cadre du Programme doit être de 150.000 € (cent cinquante mille euros) (ou la contrevaletur de ce montant en toute autre devise déterminée par l'Émetteur au moment de l'émission).</p>

	créances négociables	
1.13	Rang	Les obligations de l'Émetteur au titre des NEU MTN constituent des engagements directs, inconditionnels, non subordonnés et non assortis de sûretés de l'Émetteur venant au même rang entre eux et (sous réserve des exceptions légales impératives du droit français) au même rang que tous les autres engagements non subordonnés et non assortis de sûretés, présents ou futurs, de l'Émetteur.
1.14	Droit applicable au programme	Droit français.
1.15	Admission des TCN sur un marché réglementé	<p>La Caisse des dépôts et consignation pourra émettre des NEU MTN (i) cotés sur Euronext Paris et/ou sur tout autre Marché Réglementé conformément à la Directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003, telle que modifiée, (ii) ou non cotés.</p> <p>En vue de l'admission des NEU MTN sur Euronext Paris, un Prospectus de Base (le "Prospectus de Base") devra faire l'objet d'un visa par l'Autorité des marchés financiers ("AMF") conformément aux dispositions légales et réglementaires et directives communautaires applicables.</p> <p>Le Prospectus de Base sera mis à la disposition du public sur le site de la Caisse des dépôts et consignations à l'adresse suivante : https://www.caissedesdepots.fr/relations-investisseurs.</p> <p>Il pourra être référé aux émissions de titres admis aux négociations sur Euronext Paris sur le site internet d'Euronext Paris à l'adresse suivante : http://www.euronext.com</p>
1.16	Système de règlement-livraison d'émission	Euroclear France.
1.17	Notation(s) du programme	<p>Le Programme a fait l'objet d'une notation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - par Fitch Ratings Limited (« Fitch »); https://www.fitchratings.com/site/search?content=entity&request=cdc - par Moody's France S.A.S. (« Moody's »); et https://www.moodys.com/credit-ratings/Caisse-Des-Depots-et-Consignations-credit-rating-130735/ratings/view-by-debt - par Standard & Poor's Global Ratings Europe Limited (« Standard & Poor's »). https://www.standardandpoors.com/en_US/web/guest/ratings/entity/-/org-details/sectorCode/GOVS/entityId/106123 <p>Les notations sont susceptibles d'être revues à tout moment par les agences de notation susvisées. Les investisseurs sont invités à se reporter aux sites internet des agences concernées afin de consulter les notations en vigueur (voir Annexe 1).</p>
1.18	Garantie	Sans objet.
1.19	Agent(s) domiciliataire(s)	BNP Paribas Securities Services assure la domiciliation des NEU MTN émis par l'Émetteur dans le cadre du Programme.

	(liste exhaustive)	En conséquence, BNP Paribas Securities Services se charge de communiquer directement à la Banque de France les informations concernant les émissions de NEU MTN et l'encours quotidien de ces titres ainsi émis par l'Émetteur, conformément aux dispositions de l'article D.213-14 du Code monétaire et financier.
1.20	Arrangeur	Caisse des Dépôts.
1.21	Mode de placement envisagé	Placement direct : l'Émetteur peut répondre directement à toute offre de souscription. L'Émetteur pourra ultérieurement remplacer un Agent Placeur, assurer lui-même le placement, ou nommer d'autres Agents Placeurs ; une liste à jour desdits Agents Placeurs sera communiquée aux investisseurs sur demande déposée auprès de l'Émetteur.
1.22	Restrictions à la vente	<p>L'Émetteur, chacun des agents placeurs (le cas échéant) et chaque détenteur de NEU MTN émis conformément au Programme s'engagent à n'entreprendre aucune action permettant l'offre auprès du public de NEU MTN, ou la possession ou distribution de la Documentation Financière ou de tout autre document relatif aux NEU MTN dans tous pays où la distribution de tels documents serait contraire aux lois et règlements et à n'offrir, ni à vendre les NEU MTN, directement ou indirectement, qu'en conformité avec les lois et règlements en vigueur dans ces pays.</p> <p>L'Émetteur, chacun des agents placeurs (le cas échéant) et chaque détenteur de NEU MTN (étant entendu que chacun des détenteurs futurs des NEU MTN est réputé l'avoir déclaré et accepté au jour de la date d'acquisition des NEU MTN) s'engagent à se conformer aux lois et règlements en vigueur dans les pays où il offrira ou vendra lesdits NEU MTN ou détiendra ou distribuera la Documentation Financière et à obtenir toute autorisation ou tout accord nécessaire au regard de la loi et des règlements en vigueur dans tous les pays où il fera une telle offre ou vente. L'Émetteur ne sera responsable du non-respect de ces lois ou règlements par l'un des autres détenteurs de NEU MTN.</p>
1.23	Taxation	Optionnel*.
1.24	Implication d'autorités nationales	La Banque de France est l'autorité nationale chargée de la surveillance du marché des titres de créances négociables.
1.25	Contacts	<p>Numéro de téléphone : (+33) 1 58 50 81 27 e-mail : anne.bauer@caissedesdepots.fr</p> <p>Numéro de téléphone : (+33) 1 58 50 62 39 e-mail : albert.moirignot@caissedesdepots.fr</p>
1.26	Informations complémentaires relatives au programme	Optionnel*.
1.27	Langue de la documentation financière faisant foi	Français.

* Optionnel : information pouvant ne pas être fournie par l'émetteur car la réglementation française ne l'impose pas.

* Optionnel : information pouvant ne pas être fournie par l'émetteur car la réglementation française ne l'impose pas.

		La version en langue française de la documentation financière fait foi. La traduction en langue anglaise est établie pour information seulement.
--	--	---

2. DESCRIPTION DE L'EMETTEUR

Article D. 213-9, 2° du Code monétaire et financier et article 7. 3° de l'Arrêté du 30 mai 2016 et les réglementations postérieures

2.1	Dénomination sociale de l'émetteur	Caisse des dépôts et consignations.
2.2	Forme juridique, législation applicable à l'émetteur et tribunaux compétents	<p>La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays (article L.518-2 du Code monétaire et financier).</p> <p>La Caisse des Dépôts est un établissement spécial, créé par la loi du 28 avril 1816 et régi par les articles L.518-2 et suivants et R.518-1 et suivants du Code monétaire et financier. Elle est dirigée par un Directeur général nommé pour 5 ans.</p> <p>L'article L.518-2 du Code monétaire et financier dispose que la Caisse des Dépôts « est placée, de la manière la plus spéciale, sous la surveillance et la garantie de l'autorité législative ». Cette surveillance est assurée par la Commission de surveillance en vertu des dispositions des articles L.518-7 et suivants du Code monétaire et financier.</p> <p>La Cour des comptes contrôle la Caisse des Dépôts dans les conditions mentionnées à l'article L.131-3 du Code des juridictions financières.</p> <p>Toutes les contestations et les litiges liés aux émissions de NEU MTN par la Caisse des Dépôts seront soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions de second degré de Paris.</p>
2.3	Date de constitution	La Caisse des Dépôts a été créée par la loi du 28 avril 1816.
2.4	Siège social et principal siège administratif (si différent)	Le siège de la Caisse des Dépôts est situé au 56, rue de Lille à Paris (75007).
2.5	Numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés	<p>Compte tenu de son statut, la Caisse des Dépôts n'est pas immatriculée au registre du commerce et des sociétés.</p> <p>La Caisse des Dépôts est enregistrée au Répertoire SIREN sous le numéro 180 020 026.</p> <p>Le numéro LEI (<i>Legal Entity Identifier</i>) de la Caisse des Dépôts est le 969500Q2PFTTP0Y5QL44.</p>
2.6	Objet social résumé	<p>L'article L.518-2 du Code monétaire et financier dispose que :</p> <p>« ... La Caisse des dépôts et consignations est un établissement spécial chargé d'administrer les dépôts et les consignations, d'assurer les services relatifs aux caisses ou aux fonds dont la gestion lui a été confiée et d'exercer les autres attributions de même nature qui lui sont légalement déléguées. Elle est chargée de la protection de l'épargne populaire, du financement du logement social et de la gestion d'organismes de retraite. Elle contribue également au développement économique local et national, particulièrement dans les domaines de l'emploi, de la politique de la ville, de la lutte contre l'exclusion bancaire et financière, de la</p>

		<i>création d'entreprise et du développement durable. ... ».</i>
2.7	Renseignements relatifs à l'activité de l'émetteur	<p>L'article L.518-2 du Code monétaire et financier dispose que « <i>La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique de la France. Ce groupe remplit des missions d'intérêt général en appui des politiques publiques conduites par l'État et les collectivités territoriales et peut exercer des activités concurrentielles</i> ».</p> <p>Dans ce cadre, la Caisse des Dépôts est plus particulièrement chargée de la gestion des dépôts réglementés et des consignations, de la protection de l'épargne populaire, du financement du logement social et de la gestion d'organismes de retraite.</p> <p>Par ailleurs, l'article L.518-2 du Code monétaire et financier dispose que la Caisse des Dépôts « <i>contribue également au développement économique local et national, particulièrement dans les domaines de l'emploi, de la politique de la ville, de la lutte contre l'exclusion bancaire et financière, de la création d'entreprise et du développement durable</i> ».</p> <p>Une comparaison des données sur les différents pôles d'activité du groupe Caisse des Dépôts (Pôle Caisse des Dépôts, Pôle Banque, Assurance, La Poste, Pôle Financement des entreprises, Pôle Immobilier & Tourisme et Pôle Infrastructure, Transport & Environnement) est détaillée aux pages 20 et 21 du rapport financier 2018.</p>
2.8	Capital	Compte tenu de son statut, la Caisse des Dépôts n'a pas de capital social. Elle dispose, néanmoins, de réserves accumulées depuis sa création. Au 31 décembre 2018, le montant de ces réserves s'élevait à 20.873.000.000 d'euros.
2.8.1	Montant du capital souscrit et entièrement libéré	Compte tenu du statut de la Caisse des Dépôts, cette rubrique ne peut être renseignée.
2.8.2	Montant du capital souscrit et non entièrement libéré	Compte tenu du statut de la Caisse des Dépôts, cette rubrique ne peut être renseignée.
2.9	Répartition du capital	Compte tenu du statut de la Caisse des Dépôts, cette rubrique ne peut être renseignée.
2.10	Marchés réglementés où les titres de capital ou de créances de l'émetteur sont négociés	<p>L'Émetteur a des titres de créance (EMTN) admis aux négociations sur Euronext Paris.</p> <p>https://www.euronext.com/fr/search_instruments/cdc</p>
2.11	Composition de la direction	<p>La Caisse des Dépôts est dirigée par Eric Lombard, Directeur général.</p> <p>Liste des membres du Comité exécutif au 26 juin 2019</p> <p>ERIC LOMBARD Directeur général de la Caisse des Dépôts</p> <p>OLIVIER SICHEL Directeur général adjoint de la Caisse des Dépôts</p>

		<p>NICOLAS DUFOURCQ Directeur général de Bpifrance</p> <p>VIRGINIE CHAPRON DU JEU Directrice des finances du groupe Caisse des Dépôts</p> <p>PIERRE CHEVALIER Directeur juridique et fiscal du groupe Caisse des Dépôts</p> <p>PAULINE CORNU-THENARD Directrice des risques du groupe Caisse des Dépôts</p> <p>OLIVIER MAREUSE Directeur des Fonds d'épargne et des gestions d'actifs</p> <p>CATHERINE MAYENOBE Secrétaire générale du groupe Caisse des Dépôts</p> <p>PAUL PENY Directeur des ressources humaines du Groupe Caisse des Dépôts</p> <p>SOPHIE QUATREHOMME Directrice de la communication du Groupe Caisse des Dépôts</p> <p>MICHEL YAHIEL Directeur des retraites et de la solidarité</p> <p><u>Liste des membres de la Commission de surveillance Caisse des Dépôts au 26 juin 2019</u></p> <p>Présidente et membre de la Commission de surveillance</p> <p>SOPHIE ERRANTE Députée de Loire-Atlantique</p> <p>Membres</p> <p>GILLES CARREZ Député de la 5ème circonscription du Val-de-Marne</p> <p>JACQUES SAVATIER Député de la 1re circonscription de la Vienne</p> <p>JEROME BASCHER Sénateur de l'Oise</p> <p>CLAUDE RAYNAL Sénateur de la Haute-Garonne</p> <p>ALAIN MENEMENIS Conseiller d'Etat, Rapporteur sur le budget et la CRIS, membre du comité des nominations et du comité des rémunérations</p>
--	--	---

		<p>PATRICK LEFAS Président de Chambre à la Cour des Comptes, Rapporteur du comité d'examen des comptes et des risques</p> <p>DOMINIQUE PANNIER Conseiller Maître à la Cour des comptes</p> <p>DENIS BEAU Sous-gouverneur de la Banque de France</p> <p>ODILE RENAUD-BASSO Directrice générale du Trésor représentée par Jérôme Reboul</p> <p>JEAN-LOUIS BEFFA Président d'honneur de Saint-Gobain (personnalité qualifiée, nommé par le Président de l'Assemblée nationale), membre du comité des investissements</p> <p>JOANNA HISLOP Personnalité qualifiée nommée par le président de l'Assemblée nationale</p> <p>JEAN-YVES PERROT Conseiller maître à la Cour des comptes (personnalité qualifiée désignée par le président du Sénat)</p>
2.12	Normes comptables utilisées pour les données consolidées (ou à défaut des données sociales)	La Caisse des Dépôts a décidé d'appliquer les normes IFRS (<i>International Financial Reporting Standards</i>) telles qu'adoptées dans l'Union européenne. Depuis l'exercice clos le 31 décembre 2007, les comptes consolidés de la Caisse des Dépôts sont publiés conformément à ces normes comptables.
2.13	Exercice comptable	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre de chaque année.
2.13.1	Date de tenue de l'assemblée générale annuelle (ou son équivalent) ayant approuvé les comptes annuels de l'exercice écoulé	Date de présentation des comptes à la Commission de Surveillance : 10 avril 2019.
2.14	Exercice fiscal	Optionnel*
2.15	Commissaires aux comptes de l'émetteur ayant audité les comptes annuels de l'Émetteur	
2.15.1	Commissaires aux comptes	<p>Commissaires aux comptes titulaires :</p> <p>PricewaterhouseCoopers Audit, Crystal Park - 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex.</p> <p>Mazars, 61, rue Henri Regnault 92400 Courbevoie.</p>
2.15.2	Rapports des commissaires aux comptes	<p>Les comptes consolidés de la Caisse des Dépôts pour 2017 et 2018 ont fait chacun l'objet d'un rapport des commissaires aux comptes de la Caisse des Dépôts.</p> <p>- Se reporter pour les comptes 2017 aux pages 130 à 132 du rapport financier 2017 incluant</p>

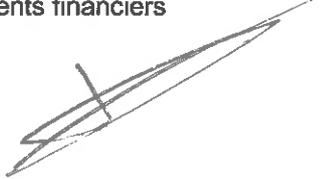
* Optionnel : information pouvant ne pas être fournie par l'émetteur car la réglementation française ne l'impose pas.

		<p>les comptes consolidés de la Caisse des Dépôts au 31 décembre 2017.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Se reporter pour les comptes 2018 aux pages 175 à 179 du rapport financier 2018 incluant les comptes consolidés de la Caisse des Dépôts au 31 décembre 2018. <p>Les comptes sociaux de la Section générale de la Caisse des Dépôts pour 2017 et 2018 ont également fait chacun l'objet d'un rapport des commissaires aux comptes.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Se reporter pour les comptes 2017 aux pages 177 à 179 du rapport financier 2017 incluant les comptes sociaux de la section générale de la Caisse des Dépôts au 31 décembre 2017. - Se reporter pour les comptes 2018 aux pages 226 à 229 du rapport financier 2018 incluant les comptes sociaux de la section générale de la Caisse des Dépôts au 31 décembre 2018. <p>Le rapport financier 2017 et le rapport financier 2018 sont consultables à l'adresse internet suivante : http://www.caissedesdepots.fr/mediatheque/rapports-annuels.html</p>
2.16	Autres programmes de l'émetteur de même nature à l'étranger	La Caisse des Dépôts dispose d'un programme d'Euro Medium Term Notes de dix-huit milliards cinq cent millions d'euros (18.500.000.000 d'euros) utilisable en toutes devises y compris l'euro. Ce programme a été mis à jour le 26 avril 2019. Au 31 décembre 2018, l'encours total du programme représente 15.356.000.000 euros.
2.17	Notation de l'émetteur	Optionnel*
2.18	Information complémentaire sur l'émetteur	L'Émetteur émet pour la gestion actif passif du bilan de la section générale de la Caisse des Dépôts.

* Optionnel : information pouvant ne pas être fournie par l'émetteur car la réglementation française ne l'impose pas.

3. CERTIFICATION DES INFORMATIONS FOURNIES

Article D. 213-9, 4° du Code monétaire et financier et les réglementations postérieures

<i>Certification des informations fournies pour l'émetteur</i>		
3.1	Nom et fonction de la ou des personne(s) responsable(s) de la documentation financière portant sur le programme de NEU MTN	<p>- Anne Bauer, adjointe au Directeur du département du pilotage du bilan et gestion financière de la direction des finances du Groupe</p> <p>- Albert Moirignot, responsable du département des instruments financiers</p>
3.2	Déclaration pour chaque personne responsable de la documentation financière portant sur le programme de NEU MTN	<p>Anne Bauer et Albert Moirignot attestent ce qui suit :</p> <p>« A notre connaissance, l'information donnée par l'émetteur dans la documentation financière, y compris la traduction en anglais, est exacte, précise et ne comporte pas d'omissions de nature à en altérer la portée ni d'indications fausses ou de nature à induire en erreur ».</p>
3.3	Date, lieu et signature	<p>Fait à Paris,</p> <p>Le 1^{er} juillet 2019</p> <p>Par : Anne Bauer Titre : Adjointe au Directeur du département du pilotage du bilan et gestion financière de la direction des finances du Groupe</p>  <p>Par : Albert Moirignot Titre : Responsable du département des instruments financiers</p> 

ANNEXES

<p>Annexe I</p>	<p>Notation du programme d'émission</p>	<p>Les notations du programme peuvent être consultées sur les sites internet des agences de notation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fitch Ratings Limited (« Fitch ») : https://www.fitchratings.com/site/search?content=entity&request=cdc ; - Moody's France S.A.S. (« Moody's ») : https://www.moody's.com/credit-ratings/Caisse-Des-Depots-et-Consignations-credit-rating-130735/ratings/view-by-debt ; et - Standard & Poor's Global Ratings Europe Limited (« Standard & Poor's »): https://www.standardandpoors.com/en_US/web/guest/ratings/entity/-/org-details/sectorCode/GOVS/entityId/106123 <p>Les notations sont susceptibles d'être revues à tout moment par les agences de notation susvisées. Les investisseurs sont invités à se reporter aux sites internet des agences concernées afin de consulter les notations en vigueur.</p>
<p>Annexe II</p>	<p>Documents présentés à l'assemblée générale annuelle des actionnaires ou de l'organe qui en tient lieu *</p>	<p>Rapports financiers de la Caisse des dépôts et consignations</p> <p>Le rapport financier 2017 et le rapport financier 2018 de l'Émetteur figurent en Annexe au présent dossier de présentation financière.</p> <p>Le rapport financier 2017 est disponible en consultation et en téléchargement sur le site : https://www.caissedesdepots.fr/rapport-financier-2017</p> <p>Le rapport financier 2018 est disponible en consultation et en téléchargement sur le site : https://www.caissedesdepots.fr/rapport-financier-2018</p>
<p>Annexe III</p>	<p>Avenant daté sous format électronique et papier (signé)</p>	<p>Sans objet.</p>

* Les informations financières annexes de l'émetteur exposées à l'article D. 213-9 du Code monétaire et financier sont tenues à la disposition de toute personne qui en ferait la demande, conformément aux articles D. 213-9 du Code monétaire et financier et L.232-23 du Code de commerce.

G R O U P E



Negotiable Medium Term Notes (Negotiable European Medium Term Notes - NEU MTN)¹

Not guaranteed programme

Information Memorandum (IM)	
Name of the programme	Caisse des dépôts et consignations, NEU MTN
Name of the issuer	Caisse des dépôts et consignations
Type of programme	NEU MTN
Programme size	€1,500,000,000
Guarantor(s)	None
Rating(s) of the programme	Rated by: Fitch Ratings Limited Moody's France S.A.S. Standard & Poor's Global Ratings Europe Limited
Arranger(s)	Caisse des dépôts et consignations
Introduction advisor	None
Legal advisor	None
Issuing and paying agent(s) (IPA)	BNP Paribas Securities Services
Dealer(s)	Caisse des dépôts et consignations
Date of the information memorandum	1 st July 2019
Update by amendment (if appropriate)	None.

Drawn up pursuant to articles L 213-0-1A to L 213-4-1 of the French monetary and financial code

A copy of the information memorandum is sent to:

BANQUE DE FRANCE
Direction générale de la stabilité financière et des opérations (DGSO)
Direction de la mise en œuvre de la politique monétaire (DMPM)
21-1134 Service des Titres de Créances Négociables (STCN)
39, rue Croix des Petits Champs
75049 PARIS CEDEX 01

The Banque de France invites investors to read the general terms and conditions for the use of information related to negotiable debt securities :

<https://www.banque-france.fr/en/monetary-policy/monitoring-and-development-market-financing/commercial-paper-and-medium-term-note-market-neu-cp-neu-mtn>

¹ Trade name of the notes defined in article D.213-1 of the French monetary and financial code

1. DESCRIPTION OF THE ISSUANCE PROGRAMME		
Articles D. 213-9, 1° and D 213-11 of the French monetary and financial code and Article 6 of the Order of 30 May 2016 and subsequent amendments		
1.1	Name of the programme	Caisse des dépôts et consignations, NEU MTN.
1.2	Type of programme	NEU MTN (the "Programme").
1.3	Name of the issuer	Caisse des dépôts et consignations (the "Issuer" or the "Caisse des Dépôts").
1.4	Type of issuer	The Issuer is a special public institution (<i>établissement spécial</i>) created by a French law dated 28 April 1816, which is governed by articles L.518-2 <i>et seq.</i> and R.518-1 <i>et seq.</i> of the French Monetary and Financial Code (<i>Code monétaire et financier</i>).
1.5	Purpose of the programme	Optional*.
1.6	Programme size (maximum outstanding amount) in Euro	The maximum outstanding amount of NEU MTN issued under the Programme shall be €1,500,000,000 (or its equivalent value denominated in any other currency, authorised and calculated by the Issuer at the date of the NEU MTN issuance).
1.7	Form of the notes	The NEU MTN are Negotiable Debt Securities (or <i>Titres de Créances Négociables</i>), issued in bearer form and recorded in the books of authorised intermediaries (book entry system) in accordance with French laws and regulations.
1.8	Yield basis	<p>The rates of the NEU MTN is unrestricted.</p> <p>However, the Issuer endeavours to inform the <i>Banque de France</i> prior to the issuance of NEU MTN of any remuneration linked to an index, or which varies in accordance with an index clause, and if that index or index clause does not refer to a usual interbank market, money market or bond market rate.</p> <p>The Programme also allows the issuance of NEU MTN carrying a remuneration which may be a function of a formula of indexation which does not guarantee the reimbursement of the capital at maturity date.</p> <p>Under no circumstances, the Programme does not allow indexation formula linked to a credit event. The confirmation form of such NEU MTN shall explicitly specify the repayment index formula and the fraction of guaranteed capital.</p> <p>In the case of an NEU MTN issue embedding a possibility of early redemption, extension or repurchase, the conditions of remuneration of such NEU MTN will be set up when the said NEU MTN will be initially issued and shall not be further modified, including when such early redemption, extension or repurchase option is exercised.</p> <p>The Caisse des Dépôts reserves the right to issue NEU MTN to which the totality of the capital is not guaranteed. The confirmation form of such NEU MTN shall explicitly specify the remuneration, indexation</p>

* Optional: information that the issuer may not provide because it is not required by French regulation.

		and repayment formula and the fraction of guaranteed capital.
1.9	Currencies of issue	<p>The NEU MTN should be issued under the Programme in Euro or any other currency.</p> <p>The NEU MTN will be issued in Euros, Sterling, Swiss Francs, US Dollars, Japanese Yens, Canadian Dollars, Australian Dollars, Danish Krone, Norwegian Krone, Swedish Krona, Czech Koruna, New Zealand Dollars, Zloty and Singapore Dollars, or any other currency authorized by applicable laws and regulations in force in France at the time of the issue.</p>
1.10	Maturity	<p>The term (maturity date) of the NEU MTN shall be determined in accordance with laws and regulations applicable in France, which imply that, at the date hereof, the term of the commercial paper shall not be shorter than one (1) year (365 days or 366 days in a leap year), from the issue date.</p> <p>Early redemption</p> <p>The NEU MTN issued under the Programme may be redeemed before their stated maturity, in accordance with laws and regulations applicable in France.</p> <p>NEU MTN maturity extension</p> <p>The NEU MTN issued under the Programme may have one or several maturity extension options, exercisable either at the option of the Issuer or at the option of the holder or subject to one or several events unrelated to the Issuer and/or the holder.</p> <p>Repurchase</p> <p>The NEU MTN issued under the Programme may have one or several options for repurchase by the Issuer, exercisable either at the option of the Issuer or at the option of the holder or subject to one or several events unrelated to the Issuer and/or the holder.</p> <p>The Issuer reserves the right to repurchase the issued NEU MTN, with the purpose of cancelling such NEU MTN or not, and will inform the <i>Banque de France</i>.</p> <p>General</p> <p>Any such early redemption option, extension option or repurchase option will be expressly stated in the confirmation form for the relevant issuance of the NEU MTN.</p> <p>In any case, the maturity of any NEU MTN issued under the Programme will always comply (after taking account of all relevant options) with French legislation in force at the time of issuance of such NEU MTN.</p>
1.11	Minimum issuance amount	The NEU MTN will have a nominal amount at least equal to €150,000 (or its equivalent in other currencies as determined by the Issuer at the time of issuance).

1.12	Minimum denomination of the notes	By virtue of regulation, the legal minimum face value of the NEU MTN within the framework of this Programme is €150,000 (or its equivalent in other currencies as determined by the Issuer at the time of issuance).
1.13	Status of the notes	The NEU MTN constitute direct, unconditional, unsubordinated and unsecured obligations of the Issuer, ranking pari passu among themselves and (subject to such exceptions as are from time to time mandatory under French law) ranking pari passu with all other unsubordinated and unguaranteed, current or future, obligations of the Issuer.
1.14	Governing law that applies to the programme	French law.
1.15	Listing of the notes/Admission to trading on a regulated market	<p>The Caisse des Dépôts shall issue NEU MTN (i) listed on Euronext Paris and/or on any other Regulated Market, in accordance with Directive 2003/71/EC of the European Parliament and of the Council of 4 November 2003, as amended from time to time, (ii) or not listed.</p> <p>For the purpose of the admission to trading of NEU MTN on Euronext Paris, a Base Prospectus (the "Base Prospectus") must be approved by the French Financial Market Authority (<i>Autorité des marchés financiers</i>, "AMF") in accordance with the legal and regulatory provisions.</p> <p>The Base Prospectus will be made available to the public on the Caisse des Dépôts' website at the following address: https://www.caissedesdepots.fr/en/investor-relations.</p> <p>It could be referred to NEU MTN issues admitted to trading on Euronext Paris on the Euronext website at the following address: http://www.euronext.com.</p>
1.16	Settlement system	Euroclear France.
1.17	Rating(s) of the programme	<p>The Programme is rated:</p> <ul style="list-style-type: none"> - by Fitch Ratings Limited ("Fitch"); https://www.fitchratings.com/site/search?content=entity&request=cdc - by Moody's France S.A.S. ("Moody's"); and https://www.moodys.com/credit-ratings/Caisse-Des-Depots-et-Consignations-credit-rating-130735/ratings/view-by-debt - by Standard & Poor's Global Ratings Europe Limited ("Standard & Poor's"). https://www.standardandpoors.com/en_US/web/quest/ratings/entity/-/org-details/sectorCode/GOVS/entityId/106123 <p>Ratings can be reviewed at any time by the rating agencies. Investors are invited to refer to the websites of the agencies concerned for the current rating (see Appendice I).</p>
1.18	Guarantor	None.
1.19	Issuing and Paying Agent(s) (IPA) - exhaustive list -	<p>The Issuer has appointed BNP Paribas Securities Services as its Issuing and Paying Agent (<i>Agent Domiciliataire</i>) in relation to the Programme.</p> <p>Consequently, BNP Paribas Securities Services is in charge of directly communicating to the <i>Banque de France</i> the informations relating to the NEU MTN issuance and the sum of the daily outstanding amounts therefore issued by the Issuer, in accordance with the Article D. 213-</p>

		14 of the French Monetary and Financial Code (<i>Code monétaire et financier</i>).
1.20	Arranger	Caisse des Dépôts.
1.21	Placement method	Direct placement: the Issuer can offer or sell directly the NEU MTN. The Issuer may subsequently elect to replace any dealer, carry-out itself the placement, or appoint other dealers. An updated list of such dealers shall be disclosed to investors upon request to the Issuer.
1.22	Selling restrictions	<p>The Issuer, each dealer (if any), each holder of the NEU MTN issued under the Programme shall not take any action that would permit a public offering of the NEU MTN, or the possession or distribution of the Information Memorandum or any other document relating to the NEU MTN in any jurisdiction where it is unlawful for such documents to be distributed and will only offer or sell directly or indirectly in accordance with the laws and regulations in force in these jurisdictions.</p> <p>The Issuer, each dealer (if any) and each holder of NEU CP (provided that each further holder of the NEU MTN will be deemed to have represented and agreed on the date on which he purchases the NEU MTN), undertake to comply with all applicable laws and regulations in force in the jurisdiction in which it offers or sells the NEU MTN or holds or distributes the Information Memorandum and to obtain any consent, approval or permission required by it under the laws and regulations in force in any jurisdiction to which it is subject or in which it will make such offers or sales. The Issuer will not be responsible for non-compliance with such laws and regulations, or in respect thereof, by the holders of the NEU MTN.</p>
1.23	Taxation	Optional*.
1.24	Involvement of national authorities	<i>Banque de France.</i>
1.25	Contact details of the person(s) in charge of the issuing programme	<p>Tel: (+33) 1 58 50 81 27 e-mail: anne.bauer@caissedesdepots.fr</p> <p>Tel: (+33) 1 58 50 62 39 e-mail: albert.moirignot@caissedesdepots.fr</p>
1.26	Additional information on the programme	Optional*.
1.27	Language of the information memorandum which prevails	<p>French.</p> <p>The English version of the Financial Documentation is only for information purpose.</p>

* Optional: information that the issuer may not provide because it is not required by French regulation.

* Optional: information that the issuer may not provide because it is not required by French regulation.

2. DESCRIPTION OF THE ISSUER

Article D. 213-9, 2° of the French monetary and financial code and Article 7, 3° of the Order of 30 May 2016 and subsequent amendments

2.1	Legal name	"Caisse des dépôts et consignations".
2.2	Legal form/status, governing law of the issuer and competent courts	<p>The Caisse des Dépôts and its subsidiaries constitute a public group serving the public interest and the country's economic development (Article L.518-2 of the French Monetary and Financial Code (<i>Code monétaire et financier</i>)).</p> <p>The Caisse des Dépôts is a special public institution (<i>établissement spécial</i>), created by a French law dated 28 April 1816 and governed by the provisions of articles L.518-2 <i>et seq.</i> and R.518-1 <i>et seq.</i> of the French Monetary and Financial Code (<i>Code monétaire et financier</i>). The Caisse des Dépôts is managed by a <i>Directeur général</i> ("Chief Executive Officer") appointed for five years.</p> <p>The Article L. 518-2 of the French Monetary and Financial Code (<i>Code monétaire et financier</i>) provides that the Caisse des Dépôts "<i>is placed, in the most exceptional manner, under the supervision and guarantee of the legislative authorities</i>". That supervision is assumed by the Supervisory Board in accordance with the requirement of Article L. 518-7 <i>et seq.</i> of the French Monetary and Financial Code (<i>Code monétaire et financier</i>).</p> <p>Auditing of the Caisse des Dépôts by the Court of Auditors shall be carried out within the scope of Article L. 131-3 of the French Financial Courts Code.</p> <p>Any disputes in relation with the issuing of the NEU MTN by the Caisse des Dépôts shall be referred to the competent Courts within the second instance jurisdiction of Paris.</p>
2.3	Date of incorporation	The Caisse des Dépôts has been created by a French law dated 28 April 1816.
2.4	Registered office or equivalent (legal address) and main administrative office	The principal office of Caisse des Dépôts is located at 56, rue de Lille, 75007 Paris, France.
2.5	Registration number, place of registration	<p>By virtue of its status, the Caisse des Dépôts is not registered in the <i>Registre du Commerce et des Sociétés</i>.</p> <p>Its SIREN Registration Number is 180 020 026.</p> <p>Its LEI (Legal Entity Identifier) is 969500Q2PFTTP0Y5QL44.</p>
2.6	Issuer's mission summary	<p>Article L.518-2 of the French Monetary and Financial Code (<i>Code monétaire et financier</i>) provides that:</p> <p><i>"... The Caisse des dépôts et consignations is a special institution responsible for the administration of deposits and consignments, the provision of services relating to the funds whose management has been entrusted to it, and the performance of other similar duties which are legally delegated to it. It is responsible for the protection popular savings, the financing of social housing and the management of</i></p>

		<i>pension schemes. It also contributes to local and national economic development, particularly in the spheres of employment, urban policy, combating exclusion from banking and finance, company startups and sustainable development. ...</i>
2.7	Brief description of current activities	<p>Article L.518-2 of the French Monetary and Financial Code (<i>Code monétaire et financier</i>) provides that: "The Caisse des dépôts et consignations and its subsidiaries constitute a public group in the service of the country's general interest and economic development. Said group fulfils public interest duties in support of the public policies pursued by the State and the local authorities and may engage in competitive activities".</p> <p>Within this framework, the Caisse des Dépôts is more specifically responsible for the management of regulated deposits and consignments, the protection of popular savings, the financing of social housing and the management of pension funds.</p> <p>Furthermore, the Article L. 518-2 of the French Monetary and Financial Code (<i>Code monétaire et financier</i>) provides that the Caisse des Dépôts "also contributes to local and national economic development, particularly in the spheres of employment, urban policy, combating exclusion from banking and finance, company start-ups and sustainable development."</p> <p>Comparative detailed information about the Issuer's business activity (Caisse des Dépôts Division, Banking Division, Insurance, La Poste, Companies Financing Division, Real-Estate & Tourism division and Infrastructure, Transport & Environment Division) can be found on pages 20 and 21 of the 2018 Financial Report of the Caisse des Dépôts.</p>
2.8	Capital	By virtue of its status, the Caisse des Dépôts does not have a share capital. The Caisse des Dépôts has, nevertheless, accumulated reserves since its creation. As of 31 December 2018, these accumulated reserves amount to €20,873,000,000.
2.8.1	Amount of capital subscribed and fully paid	By virtue of the Caisse des Dépôts' status, this heading cannot be fulfilled.
2.8.2	Amount of capital subscribed and not fully paid	By virtue of the Caisse des Dépôts' status, this heading cannot be fulfilled.
2.9	List of main shareholders	By virtue of the Caisse des Dépôts' status, this heading cannot be fulfilled.
2.10	Regulated markets on which the shares or debt securities of the issuer are listed	<p>The Issuer has debt securities (EMTN) admitted to trading on Euronext Paris.</p> <p>https://www.euronext.com/fr/search_instruments/cdc</p>

<p>2.11</p>	<p>Composition of governing bodies and supervisory bodies</p>	<p>The Caisse des Dépôts is managed and administered by <i>Éric Lombard, Directeur général.</i></p> <p><u>List of the Caisse des Dépôts' Executive Committee members as of 26 June 2019</u></p> <p>ERIC LOMBARD <i>Directeur général</i> of Caisse des Dépôts</p> <p>OLIVIER SICHEL <i>Directeur général Adjoint</i> of Caisse des Dépôts</p> <p>NICOLAS DUFOURCQ Chief Executive Officer of Bpifrance</p> <p>VIRGINIE CHAPRON DU JEU Director of Finance for the Caisse des Dépôts Group</p> <p>PIERRE CHEVALIER Head of Legal and Tax Department</p> <p>PAULINE CORNU-THENARD Risk Director of the Caisse des Dépôts Group</p> <p>OLIVIER MAREUSE Director of Savings Funds at Caisse des Dépôts</p> <p>CATHERINE MAYENOBE Secretary General of Caisse des Dépôts Group</p> <p>PAUL PENY Caisse des Dépôts Group Human Resources Director</p> <p>SOPHIE QUATREHOMME Group Corporate Communications Director</p> <p>MICHEL YAHIEL Pensions and Solidarity Director</p> <p><u>List of the Caisse des Dépôts' Supervisory Board members as of 26 June 2019</u></p> <p>Chair of the Supervisory Board</p> <p>SOPHIE ERRANTE Member of the French National Assembly for Loire-Atlantique</p> <p>Members</p> <p>GILLES CARREZ Member of the French National Assembly for Val de Marne 5th electoral district</p> <p>JACQUES SAVATIER Member of the French National Assembly for Vienne 1st electoral district</p>
-------------	--	---

		<p>JEROME BASCHER Senator of Oise</p> <p>CLAUDE RAYNAL Senator of Haute-Garonne</p> <p>ALAIN MÉNÉMÉNIS Member of the Council of State</p> <p>PATRICK LEFAS President of Chamber, Court of State Auditors (<i>Cour des Comptes</i>)</p> <p>DOMINIQUE PANNIER Master Advisor, Court of State Auditors (<i>Cour des Comptes</i>)</p> <p>DENIS BEAU Deputy Governor of the Banque de France</p> <p>ODILE RENAUD-BASSO Director General of the Treasury, represented by Jérôme Reboul</p> <p>JEAN-LOUIS BEFFA Honorary President of Saint-Gobain (qualified person, appointed by the President of the National Assembly)</p> <p>JOANNA HISLOP Qualified person, appointed by the President of the National Assembly</p> <p>JEAN-YVES PERROT Senior Adviser to the State Court of Auditors or <i>Cour des comptes</i> (qualified person, appointed by the President of the Senate)</p>
2.12	Accounting method for consolidated accounts (or failing that, for the annual accounts)	The Caisse des Dépôts' consolidated accounts have been prepared in accordance with all IFRS standards (<i>International Financial Reporting Standards</i>) as adopted by the European Union. Since the accounting year ending 31 December 2007, the consolidated accounts of the Caisse des Dépôts are published in accordance with these accounting standards.
2.13	Accounting year	Starting on 01 January and ending 31 December, each year.
2.13.1	Date of the last general annual meeting of shareholders (or equivalent thereof) which has ruled on the last financial year accounts	Presentation date of the accounts to the Supervisory Board: 10 April 2019.
2.14	Fiscal year	Optional*
2.15	Auditors of the issuer, who have audited the issuer's annual accounts	

* Optional: information that the issuer may not provide because it is not required by French regulation.

2.15.1	Auditors	<p>Statutory Auditors:</p> <p>PricewaterhouseCoopers Audit, Crystal Park - 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex.</p> <p>Mazars, 61, rue Henri Regnault 92400 Courbevoie.</p>
2.15.2	Auditors report on the accuracy of the accounting and financial information	<p>The Caisse des Dépôts' consolidated financial statements for 2017 and 2018 have each been the subject of a report by the statutory auditors of the Caisse des Dépôts.</p> <ul style="list-style-type: none"> - See, for 2017, pages 130 to 132 of the 2017 financial report including the Statutory Auditors' report on the consolidated financial statements for the year ending 31 December 2017. - See for 2018, pages 175 to 179 of the 2018 financial report including the Statutory Auditors' report on the consolidated financial statements for the year ending 31 December 2018. <p>The Caisse des Dépôts' annual financial statement of the Central Sector for 2017 and 2018 have each been the subject of a report by the statutory auditors.</p> <ul style="list-style-type: none"> - See, for 2017, pages 177 to 179 of the 2017 financial report including the annual financial statement of the Central Sector of the Caisse des Dépôts for the year ending 31 December 2017. - See for 2018, pages 226 to 229 of the 2018 financial report including the annual financial statement of the Central Sector of the Caisse des Dépôts for the year ending 31 December 2018. <p>The 2017 financial report and the 2018 financial report are available on the Caisse des Dépôts' website at the following address: http://www.caissedesdepots.fr/mediatheque/rapports-annuels.html</p>
2.16	Other equivalent programmes of the issuer	<p>The Caisse des Dépôts has a €18,500,000,000 Euro Medium Term Notes Programme, available in major currencies including Euros. This EMTN Programme has been updated on 26 April 2019. As of 31 December 2018, the total outstanding amount is €15,356,000,000.</p>
2.17	Rating of the issuer	Optional*
2.18	Additional information on the issuer	<p>The Issuer issue the NEU MTN for the Caisse des Dépôts Central Sector's asset and liability management.</p>

* Optional: information that the issuer may not provide because it is not required by French regulation.

CERTIFICATION OF INFORMATION FOR THE ISSUER

Article D. 213-9, 4° of the French monetary and financial code and subsequent amendments

Please see Chapter 3 of the French Section ("*Certification des informations fournies*").

APPENDICES

<p>Appendice I</p>	<p>Rating(s) of the programme</p>	<p>The Programme ratings are available on the website of the agencies as follows:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fitch Ratings Limited ("Fitch") (https://www.fitchratings.com/site/search?content=entity&request=cdc); - Moody's France S.A.S. ("Moody's") (https://www.moody's.com/credit-ratings/Caisse-Des-Depots-et-Consignations-credit-rating-130735/ratings/view-by-debt); and - Standard & Poor's Global Ratings Europe Limited ("Standard & Poor's") (https://www.standardandpoors.com/en_US/web/guest/ratings/entity/-/org-details/sectorCode/GOVS/entityId/106123). <p>Ratings can be reviewed at any time by the rating agencies. Investors are invited to refer to the websites of the agencies concerned for the current rating.</p>
<p>Appendice II</p>	<p>Documents available to the shareholders annual general meeting or the equivalent body*</p>	<p>The 2017 and 2018 financial reports of the Issuer are listed in the Annex to this Programme.</p> <p>The 2017 financial report is available on the Caisse des Dépôts' website at the following address: https://www.caissedesdepots.fr/rapport-financier-2017</p> <p>The 2018 financial report is available on the Caisse des Dépôts' website at the following address: https://www.caissedesdepots.fr/rapport-financier-2018</p>
<p>Appendice III</p>	<p>Amendment, if appropriate, under electronic and paper form (signed)</p>	<p>None.</p>

* Further to articles D.213-9 of the French monetary and financial code and L.232-23 of the French commercial code, financial information mentioned in Article D213-9 of the French monetary and financial code should be made available to any person upon request.